aide et assistance.

La résistance etc., à cet officier est une félonie.

requérir au nom de la Couronne, telle assistance qui pourra être nécessaire pour assurer la garde et protection du bois ainsi saisi;—et quiconque, sous quelque prétexte que ce soit, par assaut, ou par force ou violence, ou par menace d'employer la force ou la violence, résistera, ou suscitera des entraves, en quelque manière que ce puisse être, à un officier ou à une personne lui donnant son assistance dans l'exécution de son devoir en vertu du présent Acte, sera coupable de félonie, et, sur conviction, sera puni en conséquence.

L'enlèvement sans permission etc., à cet officier est une félonie.

59. Si une personne se prétendant ou non propriétaire, soit secrètement, soit ouvertement, avec ou sans force ou violence, prend, ou enlève, ou fait prendre ou enlever; sans la permission de l'officier ou de la personne qui l'aura saisi ou de quelque autorité compétente, du bois saisi et détenu pour cause légale en vertu du présent Acte, avant qu'une autorité compétente ait déclarée qu'il a été saisi sans cause valable, alors telle personne sera censée avoir volé le dit bois, propriété de la Couronne, et s'être rendue coupable de félonie, et, sur conviction, sera punie en conséquence.

Le bois saisi comme bois confisqué sera réputé condamné si le propriétaire ne le réclame dans le mois.

60 Tous bois saisis en vertu du présent Acte, au nom de la Couronne, comme bois confisqués, seront censés condamnés, à moins que la personne entre les mains de laquelle ils auront été saisis, ou le propriétaire dans le délai d'un mois à compter du jour de la saisie, ne donne avis à l'officier saisissant, ou à l'agent ou officier des bois de la Couronne sous l'autorité duquel la saisie aura été opérée, qu'il les réclame ou entend les réclamer; pendant ce délai, l'officier ou agent saisissant rapportera les faits au Secrétaire d'Etat, qui pourra ordonner la vente de ces bois par tel officier ou agent, après avis d'au moins trente jours donné sur les lieux, ou au domicile, ou au bureau de la personne entre les mains de laquelle ils auront été saisis; ou si dans les quinze jours après le dépôt de la réclamation, le réclamant n'a pas adopté de procédure devant une cour de juridiction compétente dans le but de contester la saisie, ou si la décision de la cour est rendue contre lui, ou si la réclamant manque de faire diligence dans ses procédures, d'après l'opinion du juge devant lequel l'affaire aura été portée, (lequel pourra pour cette raison renvoyer l'action à l'expiration des trois mois de la date à laquelle elle aura été intentée, nonobstant toute disposition au contraire ci-dessus prescrite), le bois pourra être confisqué et vendu au bénéfice de la Couronne, par ordre du Secrétaire d'Etat, après un avis d'au moins trente jours affiché sur les lieux; mais, dans tous les cas où il aura été constaté que des bois ont été coupés sans autorisation sur des terres de la Puissance, ou lorsque le détenteur de ces bois admettra qu'ils ont été ainsi coupés, le Secrétaire d'Etat, s'il juge à propos de le faire, pourra imposer et se faire payer pour la Couronne une amende, qui sera prélevée sur ces

Proviso.